

Principales conclusions tirées du deuxième cycle du Concours national de recherche Metropolis — Impacts macroéconomiques de l’immigration canadienne : une analyse empirique réalisée à l’aide du modèle FOCUS

En 2008, le deuxième cycle du Concours national de recherche Metropolis a été confié à une équipe de chercheurs de Toronto étudiant les impacts macroéconomiques de l’immigration.

M. Tony Fany (Université York), M. Peter Dungan (Université de Toronto) et M. Morley Gunderson (Université de Toronto) ont utilisé des techniques de simulation avancée pour simuler les effets, sur l’économie canadienne, de l’augmentation des niveaux d’immigration de 100 000 immigrants additionnels par année.

MM. Fang, Dungan et Gunderson ont adapté le modèle FOCUS élaboré dans le cadre du programme d’analyse politique et économique (Policy and Economic Analysis program) de l’Université de Toronto afin de mesurer les répercussions de l’augmentation des niveaux d’immigration sur le PIB, le taux de chômage, la demande globale, les investissements, la productivité, les dépenses gouvernementales, les impôts et les retombées gouvernementales nettes. Les simulations ont été effectuées de manière à démontrer ces répercussions entre 2012 et 2021.

Conformément à la documentation internationale, les conclusions obtenues grâce à ce modèle n’indiquent aucun impact négatif sur l’économie canadienne. En fait, les chercheurs ont plutôt relevé plusieurs impacts positifs, notamment une augmentation du PIB réel, une productivité accrue et une croissance générale de l’économie attribuable à une demande accrue de biens et de services. En outre, l’augmentation des impôts payés par les immigrants compenserait l’augmentation des dépenses du gouvernement.

Voici quelques-unes des principales conclusions tirées de la recherche :

- augmentations du PIB réel de 2,3 % d’ici 2021, soit la fin de la période de simulation de dix ans.
- augmentation de la population de 2,6 % en raison du million d’immigrants additionnels au cours de la période visée et légère diminution du PIB réel par habitant. Cela se produit en grande partie en raison des suppositions ayant été incorporées dans le modèle reflétant le fait que les immigrants sont rémunérés en-deça du niveau national ou « de référence » et que les récentes cohortes intègrent lentement le marché du travail (affirmation fondée sur la documentation).
- le taux de chômage n’est pas touché, reflétant le fait que les immigrants font augmenter la demande globale de biens et de services (surtout en ce qui a trait au logement) et cela compense à peu près toute augmentation du taux de chômage lorsqu’ils intègrent le marché du travail et cherchent un emploi.
- l’augmentation initiale de la demande globale se fait surtout sentir dans les domaines du logement et de la consommation. Dans les années subséquentes, elle provient également de l’augmentation des investissements non résidentiels et dans les machines et le matériel, stimulée par divers facteurs :
 - la croissance globale de l’économie;
 - la génération de nouveau capital destiné à travailler avec les nouveaux immigrants;

- l'impact positif sur les profits des entreprises, lesquels ont tendance à augmenter avant l'économie globale.
- la productivité des travailleurs canadiens et des nouveaux immigrants est accrue en raison de l'augmentation des investissements en ce qui a trait à la consommation et du fait que les travailleurs moyens dans le secteur des investissements (résidentiels et non résidentiels) sont, dans une certaine mesure, plus productifs que ceux appartenant au secteur de la consommation. Cette réalité compense, mais uniquement en partie, la plus faible productivité présumée des nouveaux travailleurs immigrants puisqu'ils n'obtiennent pas des emplois correspondant à leurs compétences.
- les dépenses du gouvernement augmentent en raison des nouveaux immigrants (même si dans le cas de la Sécurité de la vieillesse (SV) et du Régime de pensions du Canada (RPC), les augmentations sont minimales et s'étalent sur une longue période). Les impôts et les contributions au RPC augmentent plus rapidement lorsque les nouveaux immigrants commencent à travailler. L'augmentation des dépenses est moindre que l'augmentation en impôts payés par les immigrants puisque :
 - les impôts sont plus immédiats alors que bon nombre des dépenses surviennent plus tard
 - des économies d'échelle sont réalisées dans la dispense des services gouvernementaux
 - les immigrants ont tendance à arriver au pays lorsqu'ils sont en âge de produire des déclarations de revenus
- Comme les impôts payés par les immigrants excèdent les dépenses, l'immigration contribue aux retombées globales du gouvernement (c.-à-d. de 14 milliards de dollars au total et d'environ 8 milliards au niveau fédéral d'ici la dixième année de la simulation). Ces sommes représentent une réserve considérable en prévision de besoins futurs. Elles pourraient également être réinjectées dans des programmes sociaux ou permettre des réductions d'impôt.
- Comme solution de rechange, les auteurs présument que les nouveaux immigrants gagnent de l'argent et contribuent au PIB au même rythme que la main-d'œuvre de référence. L'objet de cette simulation est de connaître les gains susceptibles d'être réalisés en faisant participer les immigrants plus rapidement et pleinement à l'économie ou de trouver les immigrants en mesure d'être intégrés plus rapidement. Dans ce scénario, après dix ans :
 - la croissance du PIB réel est supérieure à la croissance de la population, donc la croissance du PIB réel par habitant augmente
 - le gain net de la productivité est supérieur en raison de l'accumulation de nouveaux capitaux et de la réorientation des extrants de l'économie dans les biens d'investissement et les exportations nettes
 - les retombées du gouvernement sont supérieures de 22 milliards de dollars à celles du cas de référence
 - Encore une fois, il n'y a aucun impact négatif sur le taux de chômage puisque la demande directement ou indirectement associée aux nouveaux immigrants correspond à leur contribution à la capacité potentielle de l'économie en matière d'approvisionnement

Bien que la portée de cette recherche soit large et que le modèle ne puisse tenir compte d'éléments comme les différences entre les marchés du travail de chaque région, les récessions mondiales, la reprise des migrations, etc., les conclusions de cette étude représentent une contribution importante à la documentation considérant l'immigration comme un outil de relance économique. D'après la recherche, il est probable que l'augmentation des niveaux d'immigration ait un impact positif sur le marché du travail du Canada et son économie en général. Ces conclusions revêtent une importance particulière vu que la perception des immigrants par les Canadiens n'est pas très bonne à l'heure actuelle.